



Westminster & City News

NUMÉRO 32

Du 31 août au 6 septembre 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

M. Carney souhaite rester à la tête de la BoE jusqu'à la fin de l'année 2020 – Le gouverneur de la Banque centrale avait dès sa nomination prévu de quitter ses fonctions avant la fin de son mandat. [Interrogé](#) par les parlementaires, le gouverneur de la Banque a indiqué qu'il était prêt à rester pour apporter son aide durant la transition. Selon le *Financial Times*, Ph. Hammond qui est à l'origine de cette demande, a obtenu l'approbation de Th. May et devrait officialiser cette décision d'ici quelques jours.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

L'activité s'accélère malgré un ralentissement dans l'industrie manufacturière et la construction – Les indicateurs PMI de Markit sont passés de 53,7 en juillet à 54,1 en août. Le PMI du secteur des services a rebondi en août (+0,8 pt), mais la confiance des acteurs du secteur demeure à son plus bas niveau depuis cinq mois, principalement à cause de l'incertitude liée au Brexit. Ces bonnes performances contrastent avec les résultats décevants observés pour les secteurs de la construction et de l'industrie manufacturière : le PMI du secteur manufacturier s'est détérioré en août et se situe à son plus bas niveau depuis deux ans. Les commandes à l'export dans le secteur ont chuté pour la première fois depuis août 2016, notamment à cause du ralentissement de la croissance mondiale et de la baisse de la demande des pays étrangers. Le PMI de la construction a aussi chuté (-2,9), notamment à cause de la contraction de la demande pour l'immobilier commercial.

Une hausse du salaire minimum accroîtrait la productivité dans les régions – Selon le [think tank](#) Smith Institute, une augmentation du salaire minimum, même faible (10,20 £ par heure travaillée à Londres, et 8,75 dans le reste du pays), aurait pour effet d'augmenter la productivité des employés. Une telle hausse du salaire minimum pourrait doper l'économie des régions d'environ 1 Md£. Il recommande une mise en place sur la base du volontariat. Certaines sociétés, dont GlaxoSmithKline, Unilever et KPMG, ont déjà mis en œuvre ce type de mesures. Un autre [rapport](#) préconise une même augmentation du salaire minimum, ainsi qu'un fort investissement dans les infrastructures, financé en partie par une fiscalité plus élevée sur les hauts revenus. L'IPPR propose aussi une représentation des salariés dans les conseils d'administrations et d'associer les droits de vote à la détention pendant au moins un an de parts de l'entreprise.

CONCURRENCE

L'autorité de la concurrence britannique va enquêter sur une fusion dans la grande distribution – La CMA va [évaluer](#) l'impact sur la concurrence du rapprochement entre Sainsbury's et Asda, en particulier l'impact sur les prix de vente, l'éventail de choix de produits pour les consommateurs et la qualité de service. La CMA examinera également si l'entreprise issue de la fusion pourrait renforcer son pouvoir de négociation vis-à-vis des fournisseurs faire pression sur eux, et si cela pourrait avoir des répercussions sur les autres acheteurs des fournisseurs. La CMA a par ailleurs annoncé une action en justice contre la société de revente de billets en ligne Viagogo pour manquement

aux obligations de protection des consommateurs, après que le revendeur ait refusé de mettre en place les mesures que le régulateur lui avait enjoint de prendre pour mettre davantage d'informations à disposition de ses acheteurs.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

La performance à l'export des entreprises britanniques est mitigée au T2 mais pourrait s'améliorer au T3 – Selon l'[enquête](#) des *British Chambers of Commerce* (BCC) et de DHL réalisée auprès de plus de 2 600 entreprises, la part des entreprises manufacturières qui ont amélioré leurs ventes à l'export était de 39 % au T2 2018, soit une baisse de 3 pts sur le trimestre. La tendance est inverse pour les entreprises du secteur tertiaire avec une légère hausse du taux de réponse positive à 30 %. Plus de 60 % des entreprises interrogées s'attendaient néanmoins à une hausse de leurs exportations durant les 12 prochains mois. Les exportateurs qui prévoient d'augmenter leur prix de vente au prochain trimestre sont en outre moins nombreux et ne représentent plus que 35 % des entreprises interrogées pour l'industrie (-10 pts sur le trimestre) et 32 % pour les services (-5 pts). La part des entreprises qui ont rencontré des difficultés pour recruter des employés a en revanche augmenté de 3 pts sur le trimestre à 69 % pour l'industrie et 60 % pour les services.

La valeur des acquisitions à l'étranger par des entités britanniques a augmenté au T2 – Selon l'[ONS](#), les acquisitions à l'étranger par des entités britanniques se sont établies à 2 Md£ au T2 2018 contre 18 Md£ au T2 2017. La variation par rapport au T1 2018 est cependant bien moins importante (-600 M£ environ). En glissement annuel, les ventes à l'étranger par des entités britanniques sont restées relativement stables, tout comme les ventes au RU par des entités étrangères. Les acquisitions au RU par des entités étrangères ont en revanche diminué de près de 16 Md£ sur le trimestre. Cette évolution doit néanmoins être nuancée en raison du niveau élevé des acquisitions au T1 2018 (22 Md£). Sur le plan bilatéral, les entreprises françaises se sont illustrées avec l'OPA de Michelin sur le britannique Fenner (fabricants de produits à base de polymères), pour un montant estimé à 1,3 Md£, et la fusion du britannique Servest avec ATALIAN (services de gestion d'installations).

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

KPMG conseille aux moyennes entreprises au RU de se refinancer d'ici novembre en raison du Brexit – Joe Cassidy (*lead partner of KPMG's Brexit banking and capital markets*) recommande aux entreprises de taille moyenne au RU de confirmer leurs refinancements avant la fin du mois d'octobre prochain, afin d'anticiper une probable pression sur le marché du crédit en raison du Brexit. Selon lui, ceci s'applique particulièrement aux exportateurs avec des recettes en euros. Les données de Bloomberg indiquent que les entreprises à capitalisation moyenne au RU ont au moins 185 Md£ de dette, qui pourrait devenir plus difficile à refinancer en cas de perturbation des réglementations financières transfrontalières suite au Brexit. Un scénario de *no-deal* ou de *last minute deal* exacerbant l'incertitude du marché pourrait mener selon J. Cassidy à une contraction des liquidités. Se fondant sur la crise financière de 2008, il estime que les entreprises à capitalisation moyenne ayant une exposition livre sterling-euro constituent un indicateur précoce d'une possible contraction.

REGLEMENTATION FINANCIERE

Le RU crée un nouveau centre national contre les crimes financiers – Ce nouveau centre rassemblera des effectifs de la *National Crime Agency* (NCA), du Serious Fraud Office, de la police de la Cité de Londres et de la FCA. Opérationnel le 31 octobre, il sera doté d'un budget de 6 M£ et de 55 employés. Il serait également prévu d'impliquer des représentants du secteur privé (ex. comptables ou issus d'organismes professionnels), du secteur universitaire et de la police pouvant aider à identifier les comportements illégaux. Le RU cherche ainsi à combattre la réputation croissante de la City comme lieu de blanchiment d'argent, la NCA estimant en effet à plus de 90 Md£ par an les fonds concernés. La création du nouveau centre national contre la criminalité financière suit l'évaluation de diverses organisations spécialisées, dont le SFO, qui conservera son indépendance dans la nouvelle organisation bien que le nouveau centre pourra lui demander l'ouverture d'enquêtes.

BANQUES

Lloyds est la première banque à évaluer le prix d'une obligation en utilisant le SONIA au lieu du LIBOR – Lloyds a procédé à la vente de 750 M£ de dette liée au Libor en évaluant l'obligation à trois ans à 43 points au-

dessus du Sonia. La demande pour l'obligation émise par Lloyds était forte, avec des commandes allant jusqu'à 1,4 Md£. Cette transaction a employé la même structure que celle utilisée par la BEI lors de sa première transaction liée au Sonia en juin dernier (vente d'1 Md£ de dette à cinq ans évaluée à 35 points au-dessus du taux de la nouvelle référence pour le sterling). Sous la pression des régulateurs, les institutions financières ont commencé à structurer certaines transactions grâce à des références alternatives au Libor. Crédit Suisse et la Banque mondiale ont par exemple évalué des transactions à l'aide du Sofr, référence alternative pour les opérations en dollar. Le Libor reste néanmoins intégré dans l'activité financière mondiale, avec 370 000 Md\$ de produits financiers l'utilisant encore, ainsi que son équivalent européen l'Euribor.

RBS souhaite convaincre les investisseurs de diminuer la participation de l'État dans la banque – Dix ans après la crise financière et son renflouement public, RBS compte organiser une assemblée générale extraordinaire pour convaincre les investisseurs d'un rachat d'actions afin de diminuer la participation de l'État dans la banque (62,4%). Le rachat serait plafonné à 4,99% par an, et devrait avoir lieu concomitamment d'une revente d'actions par UKGI (chargé des participations publiques). Pour rappel, l'État a déjà cédé en juin dernier 2,6 Md£ d'actions RBS, soit 7,7% du capital. Par ailleurs, le DG de RBS a averti que, si la banque n'obtenait pas sa licence à temps des autorités néerlandaises pour opérer dans l'UE (150 personnes concernées) et en cas de *no-deal Brexit*, RBS pourrait faire défaut à certains de ses clients européens.

La banque TSB de nouveau confrontée à des défaillances informatiques – Lors d'un nouvel épisode de coupure cette semaine, des milliers de clients de la banque se sont retrouvés dans l'impossibilité d'accéder à leur compte en ligne. En août, TSB a remis en place ses services de renouvellement de crédits hypothécaires, interrompus depuis avril, et a repoussé à 2020 le passage de Visa à Mastercard pour plusieurs millions de ses clients. Les défaillances d'avril ont coûté 176 M£ à la banque et la FCA enquête toujours sur les causes de la perturbation ayant affectée plusieurs centaines de milliers de personnes. A été très reprochée à TSB sa réaction jugée faible à cette crise : mauvaise communication et trop tardive compensation des clients, TSB dépassé par le nombre de fraudes (dont les tentatives auraient été multipliées par 70 selon la banque durant l'épisode d'avril).

AUDIT & CONSEIL

Les experts-comptables proposent de réduire le poids des Big 4 au profit des petits cabinets – Les propositions formulées par l'ordre ont pour objectif pour rehausser la qualité de l'audit, dans un contexte de lutte contre les conflits d'intérêts entre activités de conseil et d'audit. La principale mesure proposée consiste à limiter temporairement le nombre de clients cotés en bourse des Big 4. Ceci pourrait impliquer pour PwC d'abandonner 40 % de ses audits. D'autres mesures incluent le partage de la technologie des cabinets du Big 4 avec les plus petits cabinets, voire de missions entre petits et grands cabinets pour renforcer l'expertise des premiers.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Robin Fournier, Laura Guenancia et Margaux Sauvaget

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 6 septembre 2018